
La lettre

de l'Institut François Mitterrand

Publication trimestrielle

N° 24 - Juin 2008

Mémoire, vigilance, débat

Par Hubert Védrine

Depuis douze ans notre Institut a mis en oeuvre tous les moyens dont il dispose pour répondre au voeu de François Mitterrand qui souhaitait que son action trouve un prolongement à partir d'un centre d'études consacré à sa période et à son action, et au-delà à la connaissance de l'histoire de notre temps.

Il nous a fallu dans un premier temps nous attacher à un long travail, obscur mais indispensable, de classement et de numérisation des documents qui nous ont été confiés. A partir de cet outil, il a été possible de répondre aux demandes des chercheurs français et étrangers – de plus en plus nombreux- qui travaillent sur ces dernières décennies et plus particulièrement sur l'oeuvre politique de François Mitterrand. A ce sujet les rapports avec les Archives Nationales se clarifient et s'améliorent régulièrement.

L'Institut publie cette *Lettre* que vous lisez qui propose des analyses et des témoignages, matériaux utiles pour les historiens de demain.

La maison natale de François Mitterrand, à Jarnac, a été acquise grâce à un tour de table dont l'Institut a pris l'initiative, et, après les aménagements indispensables, ouvrira bientôt ses portes au public en janvier 2009. Cette demeure permet de mieux comprendre à partir de quel enracinement provincial et familial un jeune homme s'est projeté dans le siècle.

Mais nous devons penser à l'avenir. C'est pourquoi j'ai souhaité élargir le cercle de la réflexion sur ce que devra être l'Institut dans le futur. Au cours d'une réunion amicalement accueillie le 11 juin 2008, par Dominique Bertinotti, maire du 4^{ème} arrondissement de Paris, les animateurs de l'Institut en ont débattu avec une cinquantaine d'anciens ministres, de proches, d'amis et d'anciens collaborateurs de François Mitterrand. Les trois missions principales de l'Institut ont été rappelées : mémoire, vigilance, débat, et de nombreuses suggestions ont été faites.

Il est souhaité que le travail de *mémoire* soit poursuivi de façon méthodique et scientifique, et donne lieu à plus de publications et à de colloques.

L'Institut amplifiera ainsi son travail de récollection et de restauration de documents et témoignages pour les mettre à la disposition des chercheurs. La publication des oeuvres complètes de François Mitterrand et, y compris, de sa correspondance personnelle, déjà décidée, fera l'objet d'un projet particulier.

La *vigilance* doit rester de mise face aux attaques, mais la vocation de l'Institut n'est pas de s'épuiser à riposter en permanence à des polémiques éculées, dont certains ont fait un douteux commerce. D'autant que chaque fois qu'ils sont interrogés les Français placent François Mitterrand très haut, parmi les « grands présidents »¹. Chacun de nous peut réagir à des affirmations erronées quand il en a l'occasion. Le devoir de l'IFM est d'intervenir chaque fois que quelque chose d'essentiel est en jeu, comme j'ai dû récemment le faire à propos de la France et du génocide au Rwanda.

La participation aux débats de notre temps. Notre Institut pourrait également s'associer utilement à d'autres fondations du même type, en Europe et aux Etats-Unis, pour approfondir des thèmes qui constituent un lien, de l'action de François Mitterrand en son temps à l'actualité d'aujourd'hui, comme cela avait été fait avec le colloque sur les élus. Il n'en manque pas. Citons, à titre d'exemple, la stratégie de la gauche, la décentralisation, le devenir de l'Europe, la vision de ce que pourrait être l'espace méditerranéen, le Proche-Orient, les Etats-Unis, l'Afrique...

Mais cette réflexion sur l'avenir ne doit pas se limiter à cette soirée du 11. Chacun est invité à y participer en nous faisant part de ses remarques et propositions.

1- Dernier en date, sondage du jeudi 24 avril 2008 : « Est-ce que tel ou tel président a bien représenté la France : Charles de Gaulle 88%, François Mitterrand 74% », loin devant les autres.

FRANCOIS MITTERRAND ET LES ETATS-UNIS

Un observateur critique et attentif, un allié sans concession

Marc CHAUX

Docteur en Histoire

Les écrits qu'a consacrés François Mitterrand aux Etats-Unis sont assez peu nombreux ; il ne faut y voir là ni désintérêt ni hostilité. Il a en réalité été un observateur attentif de ce pays.

Observateur critique de la société américaine, il ne manque pas dans les années 60 de fustiger les inégalités raciales qui perdurent aux Etats-Unis et il doute alors que la liberté qui y existe s'applique à la circulation des personnes et des idées « quand on a la peau noire ou métissée et qu'on prétend avoir un cerveau pour penser ».

A la même époque, il condamne avec vigueur la guerre que les Américains mènent dans le Sud-Est asiatique, puis le soutien que les Etats-Unis apportent aux dictatures d'Afrique et d'Amérique latine.

En particulier, le renversement du gouvernement chilien d'Unité Populaire de Salvador Allende, en 1973, auquel il a accordé une attention particulière (cf article de Claire Lepage paru dans la Lettre de

l'Institut n°23) est pour lui l'occasion de dénoncer l'action des Etats-Unis qui ont prêté mains fortes aux putschistes.

Une profonde reconnaissance

François Mitterrand n'en est pas moins fasciné par ce pays dans lequel il s'est rendu à six reprises avant son accession au pouvoir. New York l'a frappé dès son premier voyage : il la place au rang de ses villes préférées avec Venise, Gand, Florence et Jérusalem. Il confiera plus tard à Marguerite Duras qu'il aime New York pour « sa poésie et sa puissance. Je ne m'en suis pas dépris » dit-il. A propos de Washington, il évoque la Genèse. Les grands espaces américains l'impressionnent : « Le Grand Canyon, je n'ai rien vu de plus beau ».

Il admire le dynamisme et la vitalité des Etats-Unis, ce qu'il exprimera avec force lors du voyage officiel qu'il effectuera en mars 1984. Il est en particulier en admiration devant le lien qui existe entre chercheurs, universitaires, industriels, ainsi qu'il aimerait le voir s'établir en France.

Comme beaucoup d'hommes de sa génération, François Mitterrand est infiniment reconnaissant

du rôle joué par les Américains pendant la guerre : « Nous leur devons ce que nous sommes » dit-il le 6 juin 1984 à l'occasion de la commémoration du 40^{ème} anniversaire du Débarquement. « Nous serions bien injustes et bien imprudents de nier ou d'ignorer le considérable effort accompli dans la sauvegarde du monde libre par les Etats-Unis d'Amérique » (il use toujours de cette expression « Les Etats-Unis d'Amérique »). Il dit à cette occasion « la très grande reconnaissance et la très grande gratitude » que l'on doit à ce pays sans lequel « notre liberté et notre patrie auraient perdu toute signification ».

François Mitterrand s'est aussi montré fin observateur des institutions et du système politique américains et ce particulièrement au moment où il développe son argumentaire acéré contre la Constitution de 1958. Ainsi, la durée du mandat présidentiel américain pourrait s'appliquer en France.

Quant au régime présidentiel en vigueur aux Etats-Unis, il comporte à ses yeux l'avantage d'instituer un mécanisme d'équilibre entre les pouvoirs, absent de la nouvelle constitution française. Il ne manque pas pour autant de déplorer le discrédit de la chose publique qui sévit selon lui aux Etats-Unis et l'insuffisance, à ses yeux, de responsables politiques aptes à gouverner. Ainsi, sans jamais idéaliser la société et le régime politique américains, François Mitterrand a su y trouver quelques références, se distinguant ainsi du reste de la gauche française d'alors très hostile à l'Amérique.

Une alliance atlantique plus équilibrée

La position de François Mitterrand à l'égard de l'Alliance atlantique et de l'OTAN mérite d'être étudiée. Il a longtemps été taxé d'atlantisme, aussi bien par ses adversaires gaullistes que par les Communistes. Cette accusation mérite à tout le moins d'être nuancée. Dès 1951, il apporte publiquement son soutien à l'adhésion de la France à la nouvelle Alliance atlantique : il précise qu'en cas de conflit « nous serions les alliés les plus sûrs, les plus fidèles, les plus reconnaissants ». Il ne cessera de confirmer cette adhésion de principe, en particulier lors de ses campagnes électorales de 1965,

1974 et 1981, en dépit de son alliance, dans les deux derniers cas avec le parti communiste. Peu après son élection, lors de sa première conférence de presse, en septembre 1981, il rappelle quels sont « les droits et les devoirs » de la France à l'égard de ses quatorze partenaires de l'Alliance atlantique.

Cette notion de droits et obligations est un point essentiel de la position de Mitterrand : il n'a jamais cessé de prôner un statut d'égalité et de condamner « toute forme aimable et souple de l'asservissement » et toute protection condescendante de la part des Etats-Unis. C'est en ce sens qu'il souhaite une révision de l'OTAN en 1965. A ce propos, il ne condamne pas formellement la décision du Général de Gaulle de retirer la France du commandement intégré ; il en conteste tout au plus la forme. Il réitérera son attachement à l'Alliance à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1980 en réponse au Ministre des Affaires étrangères, Jean François-Poncet.

Dans les années 70, il se livre à des critiques plus vives vis-à-vis de l'Alliance atlantique, la considérant de plus en plus comme un prolongement du dispositif militaire américain et comme la fraction d'un empire dont la capitale est à Washington.

A cet égard, sa position n'est pas éloignée de celle qu'avait de Gaulle : d'une part, l'Alliance doit demeurer dans un périmètre géographique donné et non extensible comme le souhaiteraient les Américains ; d'autre part, elle ne peut signifier soumission aux Etats-Unis mais au contraire solidarité à part égale entre ses membres. C'est aux yeux de Mitterrand deux conditions essentielles pour que la France y joue pleinement son rôle d'allié sûr et fidèle en mesure de décider en toute liberté de ce qui est bon pour ses intérêts. Cette critique ouvertement exprimée par celui qui, entre temps, est devenu Président de la République, va donner lieu à un conflit à l'occasion du Sommet de Williamsburg de 1983, moment de tension franco-américaine, où est discuté de l'élargissement de l'Alliance au Japon, ce que refuse François Mitterrand.

Cependant même si ce dernier n'a cessé de contester le caractère hégémonique des Etats-Unis au sein de cette

Alliance, il n'a jamais pour autant envisagé de solution de remplacement au pilier américain de sécurité européenne : c'est pourquoi il s'est toujours opposé à cette tentation de découplage entre l'Amérique et l'Europe qu'ont pu entretenir certains responsables américains.

Ainsi, est-il adversaire farouche de la stratégie militaire de riposte graduée conçue par Kennedy et Mac Namara en ce qu'elle laisse dans l'incertitude l'intervention des Etats-Unis : elle lui apparaît comme le signe évident d'une réticence des Américains à s'engager automatiquement en Europe en cas de conflit. Il n'aura de cesse de réclamer l'abandon de cette stratégie qu'il juge dangereuse.

Après la chute du mur de Berlin, François Mitterrand appelle de ses vœux une réforme de l'Alliance atlantique. C'est l'objet principal de sa rencontre avec le Président George H. Bush à Saint-Martin en décembre 1989.

La divergence est là aussi patente : il est partisan d'une révision du contenu de l'OTAN à ses yeux trop strictement militaire et se dit favorable à ce que l'Alliance s'ouvre à tous les problèmes politiques relatifs à l'équilibre européen et prenne en compte les changements en cours. Bush estime quant à lui que d'autres instances sont mieux à même de traiter ces considérations : CSCE, CEE, G7.

Divergence encore avec les Américains à propos de l'URSS cette fois lors du Sommet de l'OTAN de Rome en novembre 1991, à l'occasion duquel François Mitterrand refuse de s'associer à un texte conçu par les Etats-Unis exigeant que les changements politiques dans ce pays s'accompagnent du passage à l'économie de marché.

François Mitterrand est ainsi resté sur une ligne très cohérente durant sa longue carrière d'homme public, se montrant toujours un allié fidèle des Américains au sein de l'Alliance atlantique, mais un allié critique et exigeant, refusant leur hégémonie. Atlantiste certainement, lucide et attaché à la souveraineté de la France encore davantage.

L'allié sourcilleux * des Etats-Unis

Ce statut d'allié critique, il va en administrer la preuve de façon spectaculaire à l'occasion du débat sur les euromissiles en 1982-83 et un peu plus tard sur le projet américain d'Initiative de Défense Stratégique (IDS).

Parmi les 110 propositions du candidat Mitterrand en 1981 figurent « le désarmement progressif et simultané des blocs militaires » et « dans l'immédiat le retrait des fusées soviétiques SS-20 et l'abandon du projet d'installation des fusées américaines Pershing sur le sol européen ». Une fois élu, il ne cesse de répéter que la préservation de l'équilibre des forces entre les deux super-grands, qu'il ne sent pas pour l'heure menacé, est sa préoccupation principale.

A partir de 1982, il observe les premiers signes de déséquilibre avec la montée en puissance des SS-20 : dans ces conditions il considère que l'installation des Pershing 2 sur le sol européen constitue la réponse indispensable.

C'est ce qu'il énonce avec netteté le 20 janvier 1983 devant le Bundestag, ce qu'il confirme devant les Français lors de la présentation de ses vœux le 31 décembre suivant, et à l'occasion de son voyage officiel aux Etats-Unis en mars 1984. Sa prise de position claire et dénuée de toute ambiguïté sur cette affaire des euromissiles lui a permis d'administrer aux responsables américains la preuve de sa parfaite loyauté. Elle lui vaut ce commentaire de Kissinger : « Mitterrand a été un très bon allié, le meilleur de tous les Présidents français ».

Cependant, il demeure soucieux d'abord et avant tout de l'équilibre des forces : tout ce qui peut le menacer fait l'objet d'une vive réaction de sa part. Ainsi en a-t-il été des euromissiles. Ainsi en sera-t-il du projet d'IDS, communément appelé « Guerre des étoiles » présenté en mars 1983 par le Président Reagan. Il condamne fermement cette initiative, d'abord devant le Secrétaire américain à la Défense, Caspar Weinberger, puis en mai 1985 devant Reagan en personne. Ses arguments sont les suivants : l'IDS représente un surarmement

et une stratégie militaire offensive, et donc un facteur de déstabilisation et de rupture d'équilibre des forces dans le monde. En outre, ce projet risquerait de faire perdre à la France sa liberté de décision ramenée qu'elle serait à un rôle de sous-traitant que les Américains proposent. L'IDS constitue un point de divergence très fort entre François Mitterrand et l'Administration Reagan. Sur les euromissiles comme sur ce dossier, le Président français a fait preuve d'une détermination sans faille.

Mitterrand est soucieux de l'indépendance nationale. Il l'est tout autant s'agissant de l'indépendance de l'Europe. Il a toujours considéré la construction européenne comme un contre-pouvoir à l'influence américaine. Ainsi, lors de sa campagne électorale de 1965, il se présente comme un défenseur de l'Europe en tant que moyen de contrebalancer la puissance économique des Etats-Unis, et en 1981 encore, il affirme la nécessité d'être en mesure de discuter avec les Américains sans faiblesse pour, dit-il, « que les Etats-Unis d'Amérique, finalement ne dominent pas le Marché Commun de l'Europe ».

Une fois élu, il ne cesse de fustiger les mesures protectionnistes adoptées par Washington qui entraînent des conséquences fâcheuses pour l'économie européenne.

C'est sur le dossier monétaire que le débat sera le plus vif entre le Président Mitterrand et l'administration américaine. Les trois premiers sommets des sept pays les plus industrialisés auxquels il assiste – Ottawa (1981), Versailles (1982), Williamsburg (1983) – sont pour lui autant d'occasions de mettre l'accent sur la gravité des conséquences qu'entraînent la montée des taux d'intérêt aux Etats-Unis et la flambée du dollar, et d'en appeler à une remise en ordre du système monétaire international.

Cette position de François Mitterrand est exprimée en termes très durs : « Les Etats-Unis nous font payer leur chômage et leur déficit. C'est nous qui permettons à Reagan de continuer une politique qui nous écrase ». Sa croisade menée sans relâche et sans concession, mais souvent de façon très isolée, a constitué un autre

sujet de discordes majeur entre lui et les responsables américains.

Mai 81: méfiance et observation

Comment a été perçue auparavant par ces derniers l'élection de François Mitterrand ? A vrai dire, elle les a pris de court tant la victoire de son adversaire allait de soi, ce qui ne signifie pas qu'elle était ardemment souhaitée par eux. Mitterrand est peu connu des officiels américains de haut rang. En 1975, il a été reçu au Département d'Etat par Henry Kissinger. L'entretien qu'ont les deux hommes à cette occasion est dense et franc : le premier secrétaire du Parti Socialiste ne manque pas de critiquer vivement la politique étrangère américaine coupable à ses yeux de soutenir les régimes les plus réactionnaires ; le Secrétaire d'Etat fait part à son interlocuteur de sa vive préoccupation quant à son alliance avec le parti communiste. Autant dire que des deux côtés prévaut une forte méfiance. La réaction américaine au résultat du 10 mai 1981 est faite de surprise, d'incompréhension, d'incrédulité et d'inquiétude.

Le Président Reagan adresse un message à François Mitterrand dans lequel il dit sa confiance dans la poursuite de l'amitié franco-américaine. D'autres officiels se montrent moins sereins. Dans un communiqué, le Département d'Etat souligne « la difficulté que présenterait l'arrivée de ministres communistes dans le gouvernement français ».

Weinberger interroge l'ancien premier ministre portugais Mario Soares qu'il sait proche de Mitterrand pour connaître les intentions de celui-ci, et si dans l'affirmative on pourra toujours compter sur l'alliance de la France. Il lui demande même si les libertés seront dans cette hypothèse toujours respectées en France...L'embarras et l'inquiétude sont donc bien réels à Washington après le 10 mai. Afin de dissiper toute ambiguïté, le nouveau Président décide d'envoyer sans tarder aux Etats-Unis le ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson ; celui-ci est reçu le 4 juin par Ronald Reagan, le vice-président

Bush et le Secrétaire d'Etat Alexander Haig. Cheysson explique avec patience à ses interlocuteurs que la France demeurera aux côtés des Américains au sein de l'Alliance atlantique. La question de la participation de ministres communistes est éludée.

Par un hasard du calendrier, c'est le 23 juin que le vice-président Bush est reçu à l'Elysée, jour où est annoncée la composition du second gouvernement Mauroy qui comprend quatre ministres communistes. Devant le vice-président américain, Mitterrand se veut rassurant mais ferme : « C'est la France qui décide, c'est ma politique et il n'y a pas de risque pour l'Alliance ». L'entretien est ouvert, constructif, courtois et la déclaration de Bush à sa sortie sur le perron est, somme toute, mesurée : il évoque tout au plus le « souci (trouble) que la nomination des ministres communistes est appelée à causer aux alliés de la France », réaction que Mitterrand admet.

C'est donc avec étonnement que la présidence française prend connaissance, quelques heures plus tard du communiqué du Département d'Etat indiquant que « le ton et le contenu de nos rapports en tant qu'alliés seront affectés par l'arrivée des communistes dans ce gouvernement, comme de tout gouvernement de nos alliés ouest-européens ».

«Reagan éternue! Et alors?»

Nuance d'appréciation entre la vice-présidence et le Département d'Etat ? Peut-être. Tentative d'intimidation, sans aucun doute, plus d'ailleurs en direction d'autres pays comme l'Italie, l'Espagne et le Portugal traditionnellement davantage alignés que la France sur les positions américaines. Certains observateurs évoquent une mise en quarantaine de la France au sein de l'Alliance. Cheysson qualifie la déclaration américaine de « surprenante et inacceptable ». François Mitterrand est encore plus direct : « Ronald Reagan se fâche Et alors ? Ronald Reagan éternue. Et après ? Je ne vais pas aussitôt mettre le doigt sur la couture du pantalon. La réaction des Américains c'est leur affaire, la décision c'est la

mienne...et je ne prendrai donc pas davantage de précaution dans l'avenir ».

La crise est en fait de courte durée : George Bush comme Alexander Haig admettent bien vite que la nomination du gouvernement est une affaire interne à la France. De son côté, François Mitterrand ne tarde pas à rassurer Reagan, dès juillet à Ottawa, en l'informant de la pénétration d'agents soviétiques dans le complexe militaro-industriel américain. C'est l'affaire dite de l'Agent Farewell, espion à la solde de Moscou, peut-être inventée de toute pièce pour tester la loyauté du pouvoir socialiste français.

D'autres sujets de crispation existeront entre Paris et Washington durant le premier mandat de François Mitterrand : l'accord franco-soviétique sur la construction du gazoduc sibérien (1982), l'attaque américaine contre la Libye à l'occasion de laquelle Mitterrand refuse le survol du territoire français par les avions américains (1986), le Moyen-Orient où Washington adopte une attitude trop pro-israélienne aux yeux de Paris s'éloignant de l'esprit des accords de Camp David que Mitterrand a salués lors de leur signature en 1978, le Salvador, le Nicaragua où il condamne les tentatives de déstabilisation des Américains. En 1985, un peu à la manière de de Gaulle vingt ans plus tôt, il dénonce « ceux qui contribuent à étouffer les aspirations naturelles des peuples ». Le second mandat sera celui des convergences franco-américaines, en particulier lors de la crise puis de la guerre du Golfe en 1990-91 où malgré des approches différentes, la France apporte son soutien aux Etats-Unis pour détruire en quelques semaines le potentiel offensif de l'Irak.

Des relations de qualité

Pendant ses 14 années de présidence, quelles relations Mitterrand a-t-il entretenues avec les responsables américains ? Dès août 1981, il reçoit Henry Kissinger à Latché. Les deux hommes se connaissent. L'ancien Secrétaire d'Etat qui n'a plus qu'un rôle de conseiller officieux se dit un « partisan enthousiaste » de Mitterrand et va jusqu'à concéder que « l'expérience

engagée en France depuis le 10 mai est très intéressante ». Semblent bien loin les préventions de Kissinger affichées en 1975.

François Mitterrand a reçu à plusieurs reprises à l'Élysée l'ancien Président, Richard Nixon qu'il a toujours considéré comme un grand homme d'État en dépit de profondes divergences. Échanges de vues réguliers plutôt que relations étroites entre les deux hommes.

Dans sa fonction de Président de la République, il a été en relation avec trois de ses homologues : Ronald Reagan, George H. Bush et Bill Clinton.

Deux personnalités aux antipodes

Difficile d'imaginer deux individus aussi dissemblables que Reagan et Mitterrand : l'un américain jusqu'à la caricature, pragmatique, simple ; l'autre, pur produit de la culture classique à l'intelligence complexe. Deux tempéraments et deux personnalités aux antipodes l'un de l'autre. Pourtant, en dépit des divergences, des crises parfois, ils sympathisent d'emblée au sommet d'Ottawa, et ce climat influera fortement sur la suite de leurs relations. Le sentiment de François Mitterrand sur Reagan est positif : « Il est chaleureux, sympathique, d'un abord agréable. C'est un homme de bonne volonté qui a une idéologie simple... on peut toujours débattre avec lui. Reagan, je l'ai trouvé comme il est : habitué de certitudes. Américain typique, il n'est pas très exportable ».

Une critique sans concession tout de même lors du difficile sommet de Williamsburg : « Son étroitesse d'esprit est évidente. Cet homme n'a que quelques disques qui tournent et retournent dans sa tête ».

Avec George Bush, l'adéquation est plus évidente : son élection en 1988 satisfait Mitterrand qui voit en lui un homme à l'esprit plus ouvert que son prédécesseur et surtout qui possède une bonne connaissance des affaires du monde. Bush et Mitterrand vont

se rencontrer de façon informelle plusieurs fois : Saint-Martin (1989), Key Largo (1990), Martinique (1991). La crise du Koweït a été pour eux l'occasion d'échanges fréquents marqués par une confiance réciproque. Entre 1988 et 1992 a prévalu entre l'Élysée et la Maison Blanche une qualité de dialogue rarement atteinte dans l'histoire récente des relations franco-américaines.

La victoire de Bill Clinton est accueillie avec « calme et tranquillité d'esprit » à Paris.

Un climat de confiance

Le premier contact téléphonique a lieu le 10 novembre 1992 : l'un et l'autre, c'est la loi du genre, se disent prêts à travailler très étroitement ensemble. La visite officielle qu'effectue Clinton en France en juin 1994 est l'occasion pour Mitterrand de faire part de sa profonde satisfaction : il apprécie la position du nouveau président américain sur le GATT qui avait constitué un autre point de fiction entre les deux pays. Clinton se dit favorable à l'introduction d'une clause sociale et approuve le renforcement de l'Europe. Sans aucun doute, avec Bill Clinton, François Mitterrand trouve un président américain selon son goût malgré les différences de style et de génération.

François Mitterrand a su entretenir avec les États-Unis des relations utiles et globalement bonnes. Sans être un partenaire docile, il s'est toujours comporté en allié fidèle et loyal, alors même qu'on pouvait craindre une crise entre les deux pays du fait d'approches très lointaines sur des sujets importants. Il a fait preuve de lucidité à l'égard des dirigeants américains, tout en ne transigeant jamais sur l'indépendance nationale.

Malgré les malentendus, l'essentiel a été sauvé et on peut parler avec François Mitterrand d'une normalisation des rapports franco-américains après des années de tension ou de doute. Son attitude constructive vis-à-vis des États-Unis a permis l'établissement d'un climat de confiance entre les deux pays.

FRANCOIS MITTERRAND ET LES ETATS-UNIS

Une amitié constante mais sans abandons

Hubert VEDRINE

Quel était l'état des rapports entre la France et les Etats-Unis avant 1981?

Hubert Védrine - Le conflit Est-Ouest, la course aux armements imprégnaient encore profondément le monde et, pour l'essentiel, nos rapports avec les Etats-Unis s'inscrivaient dans les péripéties de ce face à face qui durait depuis plus de trente ans. Il faut ajouter, pour compléter rapidement ce panorama, que les Etats-Unis venaient de vivre une série de présidences relativement faibles. Celle de Richard Nixon empêtré dans le scandale du Watergate, mais aussi Gerald Ford (dans ces deux cas, cependant, il y avait Kissinger), puis Jimmy Carter directement défié par Téhéran. Il leur faut en outre tenir compte de leur opinion publique désorientée, pas encore remise de l'issue désastreuse de l'aventure vietnamienne, par les turbulences de « révolution des oeuillets » au Portugal et par tout ce qui agissait l'Ethiopie, le Mozambique ou l'Angola. S'agissant de la confrontation Est-Ouest, les négociations de limitation des armements s'étaient achevées en 1977 sans qu'un sommet soit en vue.

Dans ce contexte, Valéry Giscard d'Estaing tient, dans les apparences, une ligne politique qui est dans la continuité de la diplomatie française telle qu'elle a été dessinée depuis le milieu des années soixante. Il fait bien sûr en sorte que le dialogue franco-soviétique se

poursuive. Mais sa politique lui attire de nombreuses reproches, y compris de la part de la droite française, et suscite peu à peu la perplexité de Washington qui avait pourtant accueilli son arrivée au pouvoir avec une satisfaction déclarée. C'est ainsi qu'au début de son mandat, il pense pouvoir s'engager à ce que la détente devienne une orientation permanente de la politique de la France. S'agissant de l'Acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, il donne son accord à Brejnev qui l'en presse avec insistance. Cette initiative rend possible la signature, en août 1975, des accords d'Helsinki qui reconnaissent l'inviolabilité des frontières issues de la guerre en Europe. Mais la « troisième corbeille » va être utilisée activement par les dissidents.

Les péripéties de la crise des SS 20 qui s'amorce dans cette période résument sans doute d'une façon éclairante les palinodies de la période. Aux premiers jours de cette crise, en 1977, seul Helmut Schmidt s'inquiète à voix haute de l'implantation de ces armes soviétiques qui ne menacent en fait que la péninsule européenne. Paris ne s'exprime pas. Il faudra attendre deux années et le sommet de la Guadeloupe pour que Valéry Giscard d'Estaing, James Callaghan, Helmut Schmidt et Jimmy Carter s'entendent sur une riposte. Celle-ci trouve son expression dans une double décision énoncée, six mois plus tard, par les pays membres du commandement intégré de l'OTAN, et donc sans que la France y soit associée : retrait des SS 20 ou déploiement des Pershings II. Rien n'aurait

interdit à la France de s'en montrer explicitement solidaire, mais elle se réfugie dans un silence qui, s'il peut être justifié en abusant d'un certain formalisme, n'en demeure pas moins politiquement fâcheux. Il donne en effet le sentiment d'une complaisance vis à vis de l'URSS qui, dans cette situation, est clairement l'agresseur. Pour résumer, il est clair que Valéry Giscard d'Estaing ne voulait alors rien faire alors qu'il prenne l'URSS de front, qu'il s'agisse de ces armements, de l'Afghanistan ou de la Pologne.

L'arrivée à la Présidence de la République de François Mitterrand porté par la mobilisation de la gauche tout entière ne pouvait qu'inquiéter l'administration américaine. Quelles ont été ses premières initiatives pour la rassurer et faire valoir ses orientations?

H.V. - Ronald Reagan venait d'accéder au pouvoir au début de la même année en proclamant « America is back ». En quelques mois, cet homme s'était déjà
En 1981, à l'Élysée, avec le Vice-Président Georges Bush

constitué un capital de sympathie et de confiance dont aucun président américain n'avait plus joui depuis John Kennedy. Cet engouement se manifestait également en France et ce dans les milieux les plus inattendus. Pour François Mitterrand, de bonnes relations avec les Etats-Unis étaient nécessaires mais se devaient d'articuler les trois termes suivants: ami de la Nation américaine, allié des Etats-Unis, mais sans être aligné derrière l'Empire américain. Il était clair qu'avec la posture prise par Ronald Reagan dès les premiers jours de son mandat, cette équation ne lui ouvrait pas la voie de la facilité. Pour éviter que s'installe une incompréhension lourde de conséquences, François Mitterrand établit immédiatement des relations personnelles avec le Président américain et son Vice-président, George Bush, sans négliger Margaret Thatcher: son affinité marquée avec l'Outre-atlantique faisait d'elle en effet une interprète des plus utiles. Il a envoyé Claude Cheysson, ministre des Relations Extérieures, à Washington dès le 4 juin, mais cela n'a pas suffi : l'installation



du gouvernement de Pierre Mauroy, avec en son sein quatre ministres communistes, a fait immédiatement réagir Ronald Reagan qui a dépêché dans les heures suivantes George Bush à Paris. D'une façon un peu inattendue, François Mitterrand a trouvé en celui-ci un interlocuteur attentif, cultivé, voire compréhensif. Si George Bush lui a exprimé les préoccupations de son président, il évite d'exercer la moindre pression : la composition de son gouvernement était l'affaire de la France et d'elle seule, a-t-il clairement concédé. Il a par contre manifesté son irritation s'agissant des positions du gouvernement français sur le Salvador et le Cambodge.

L'absolution que donnait au final Georges Bush n'était certes pas du goût de l'ensemble de l'administration américaine, du général Haig en particulier qui l'a fait savoir bruyamment. Il s'en est suivi quelques passes d'armes au terme desquelles François Mitterrand a réaffirmé avec fermeté qu'il entendait demeurer seul juge de ses décisions de politique intérieure. Avec cette réaction, l'incident est désormais clos. Cette question de la composition du gouvernement français et de sa politique intérieure ne sera plus jamais évoquée.

A ce point les deux présidents ne se sont pas encore rencontrés. Rien n'est donc vraiment affermi dans la relation qui se dessine.

H.V. - Effectivement, ce n'est qu'au sommet d'Ottawa, en juillet 1981, que les deux hommes seront mis en présence. Grâce, sans doute, à l'entremise de George Bush, le premier contact est de bonne qualité. La condamnation par François Mitterrand des SS 20 a contribué à réchauffer l'atmosphère. La communication d'informations sur l'action de la DST à Moscou (affaire Farewell) a également été très appréciée. Au final, il ressort principalement que les orientations de politique économique et financière de la France ne suscitent pas d'inquiétudes marquées, que les Etats-Unis acceptent d'entendre la critique de leurs taux d'intérêts élevés et l'excessive instabilité des taux de change, nocifs pour l'économie mondiale et que chaque nation a la possibilité d'organiser comme elle l'entend ses échanges Est-Ouest. A l'automne, le décor Est-Ouest et euro-américain est donc planté pour plus

de deux ans. Entre les deux rives de l'Atlantique, il y a un accord fondamental pour rééquilibrer la menace des SS 20 et des désaccords sur les mesures à prendre en matière de commerce Est-Ouest et de sécurité globale. Ce à quoi s'ajouteront des différences sur la manière de réagir aux crises: Pologne, Amérique centrale. Autre donnée du problème, plus subtile: s'il suffit à François Mitterrand de persévérer dans une politique de fermeté avec l'URSS, il est clair qu'avec les Etats-Unis les rapports devront être sans cesse ajustés et réexpliqués. Etouffer dans l'oeuf toute tentative de marginalisation de la France socialiste est la préoccupation majeure de François Mitterrand au cours de ces premiers mois.

Ce qu'on a appelé le « discours de Cancun » n'était-il pas de nature à contrarier ce qui venait d'être acquis?

H.V. - Effectivement, à Cancun, François Mitterrand va de nouveau exprimer pendant la réunion (il n'y a pas eu de discours) quelques points forts de ce qui le sépare de Ronald Reagan, comme il l'avait fait à Ottawa, comme il le fera à Versailles et à Williamsburg. A Cancun, il s'agit de « négociations globales Nord-Sud » dont Reagan ne veut pas. Notons que le discours, qui a fait tant de bruit, prononcé en fait à Mexico, prolongeait celui prononcé la veille même, lors de la célébration de l'anniversaire de la bataille de Yorktown. Il n'avait pas alors suscité de commentaires et tous s'étaient quittés bons amis. Evoquant les *Insurgents*, François Mitterrand avait filé, avec doigté, une comparaison entre les aspirations des combattants de l'indépendance américaine avec celles des peuples privés de la maîtrise de leur destin un peu partout dans le monde. Au Mexique, le propos était plus précis puisque François Mitterrand citait, parmi les peuples privés de justice sociale, ceux du continent américain, de cette « arrière-cour » traditionnelle des Etats-Unis. Cette déclaration a immédiatement provoqué des commentaires acerbes, relayés d'ailleurs par une large part de la presse française.

L'année 1983 est riche en rebondissements spectaculaires et en inflexions importantes dans les relations Est-Ouest...

H.V. - La question que posait François Mitterrand était celle de la nature de l'Alliance Atlantique. Après la décolonisation, les Etats-Unis, considérant que la menace soviétique était croissante dans le monde, avaient constamment tenté de déborder le cadre de l'Atlantique Nord pour faire jouer à l'Alliance un rôle dans les deux hémisphères. Leur objectif était de coordonner les réactions et de regrouper les politiques des Européens, des Israéliens, des Japonais, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Il ne s'agissait pas pour eux d'établir des relations équilibrées et contractuelles entre alliés égaux en droit mais d'accroître leur contrôle sur les politiques menées en tous domaines par ces pays. Ceux-ci renâclaient le plus souvent et essayaient de limiter leurs concessions ou d'en tirer le meilleur prix. Ils s'abritaient très fréquemment derrière la France en escomptant que celle-ci résisterait aux prétentions excessives des Etats-Unis.

Le Conseil de l'Atlantique Nord, à Bonn, en 1982, juste après le Sommet de Versailles, résumait dans sa déclaration finale les éléments du débat et des divergences des différents partenaires en présence: tout en affichant un accord sur le fait que chacun avait intérêt au maintien de la paix et de la sécurité dans d'autres régions du monde, en posant le principe de consultations multilatérales chaque fois que celles-ci sembleraient menacées, il laissait à chacun la liberté d'apprécier s'il entendait répondre aux demandes d'assistance d'Etats souverains qui se jugeraient menacés. Donc pas d'extension géographique.

Par ailleurs, en 1983, l'affaire des euromissiles battait son plein. Tous les projets que François Mitterrand pouvait envisager pour l'Europe, nos rapports avec les Etats-Unis, l'URSS, l'Allemagne demeuraient soumis à cette condition préalable: rétablir l'équilibre des forces en Europe. Il choisit alors l'occasion d'une invitation du Chancelier à parler au Bundestag pour s'adresser, en janvier 1983, à une opinion allemande profondément divisée et perturbée par ce problème. La paix, rappelle-t-il alors, est fondée et garantie par l'équilibre des forces, non par la bonne volonté, la détente ou le désarmement unilatéral. Ce langage, sans concession, a immédiatement fait mouche tant

auprès des gouvernements européens que pour Ronald Reagan qui s'empresse alors de remercier le Président.

Mais l'embellie a été de courte durée. Il est en effet très rapidement apparu que le Sommet de Williamsburg de mai 1983 alors en cours de préparation verrait d'autres affrontements. L'essentiel se cristallisait autour de la notion de « sécurité globale » (extension au Japon des garanties de l'OTAN) servie sur un plateau par Margaret Thatcher à Ronald Reagan qui s'en est emparé avec gourmandise. Dans ce débat, François Mitterrand a été le plus souvent isolé. S'il finit par se résigner à transiger à minima sur cette notion, craignant malgré tout, qu'elle ne se révèle être un piège par la suite, il obtint un net refus de la prise en compte des forces nucléaires des pays tiers, nommément celles de la France et de la Grande-Bretagne, dans les futures négociations de désarmement.

Durant l'été qui suit, Américains et Soviétiques s'observaient tandis qu'un peu partout en Europe les manifestations pacifistes se multipliaient et enflaient, avec une ampleur toute particulière en RFA. Mais les jeux sont faits: puisque les Russes ne retirent pas les leurs, les Américains sont décidés à déployer leurs missiles en Europe. Au mois d'octobre, François Mitterrand prononce à Bruxelles la fameuse phrase « Les euromissiles sont à l'Est, les pacifistes sont à l'Ouest. » Cette prise de position s'avère être d'un précieux secours pour le Chancelier Kohl auprès de son opinion publique. Le 24 novembre, le Bundestag approuvait le déploiement de Pershing sur son sol. Avec cet acte, l'interminable feuilleton des SS 20 était sur le point de se terminer.

Le regard que porte alors les Américains sur François Mitterrand s'en trouve-t-il modifié?

H.V. - Celui-ci ne cesse pas de les intriguer. Un Président socialiste, allié aux communistes, mais partisan des Pershing: voilà un profil qui n'entrait pas aisément dans le cadre de référence à travers lequel ils jugeaient leur environnement international. Mais l'année 1984 verra les relations entre les deux rives de l'Atlantique prendre un tour plus facile. Le



En 1983, avec Ronald Reagan, au G7 de Williamsburg.

voyage d'Etat du Président aux Etats-Unis se déroule dans un excellent climat. Soigneusement préparé, avec un effort tout particulier par voie de médias en direction de l'opinion publique américaine, il a donné l'occasion aux deux leaders de discussion studieuse, dépassionnée. A Ronald Reagan, qui se préparait à entrer en campagne électorale satisfait de son bilan, François Mitterrand a recommandé de se placer dans une bonne situation psychologique pour le jour certain où le Premier soviétique voudrait négocier. Ronald Reagan, attentif, a acquiescé: il serait prêt lorsque ce jour viendrait. Il ne veut pas les agresser.

Un peu plus tard, les cérémonies de commémoration du quarantième anniversaire du débarquement autant que le Sommet des Sept à Londres ont encore permis des échanges Mitterrand/Reagan constructifs et sereins. Mais cette phase de répit s'achève bientôt car déjà deux nouvelles exigences sont en préparation à la Maison Blanche: la Strategic Defense Initiative (SDI) et les négociations dans le cadre du GATT. Elles

contraindront François Mitterrand à de nouveaux refus. Certaines querelles reprendront.

Ces querelles s'inscrivent, assez vite, dans un contexte nouveau: Gorbatchev arrive au pouvoir en 1985...

H.V. – Dès sa première rencontre avec ce nouveau responsable soviétique, François Mitterrand qui s'entretient avec lui aux obsèques de Tchernenko découvre un homme moderne, chaleureux et direct, débarrassé du lourd manteau et du langage contraint de ses prédécesseurs. Cela lui fait penser, prudemment, que de nouvelles portes pourraient s'entrouvrir. Mais lesquelles et pour aller où? Car Gorbatchev, s'il se donne une liberté de ton et d'allure qui tranche avec le passé, ne modifie pas encore l'antienne soviétique sur les dossiers les plus brûlants. Ronald Reagan, après un premier contact, en retire une impression à peu près similaire. Mais, les inflexions attendues ou espérées n'étant pas sur la table, les deux responsables

occidentaux en sont réduits à faire un concours de pronostics qui, d'ailleurs, ne se recoupent guère.

On sait aujourd'hui que l'année 1986 a marqué un tournant décisif dans les relations Est-Ouest. Les partenaires occidentaux en ont-ils immédiatement tiré les bonnes conclusions?

H.V. - A partir de cette année, Reagan et Gorbatchev bousculent effectivement les relations internationales et le système stratégique. Le désarroi des principaux responsables occidentaux est manifeste quand les deux leaders décident de se défaire des armes de la stratégie de « riposte graduée ». François Mitterrand y est prêt.

C'est pour lui une occasion de se montrer logique avec lui-même. Il encourage le renoncement à un concept stratégique qu'il a toujours jugé illusoire et néfaste. C'est, par ailleurs, pour lui l'occasion de défendre, une fois de plus, l'autonomie de la France, d'autant qu'il n'a jamais été prévu d'automatisme de l'intervention des Etats-Unis dans le cas d'une agression soviétique. Il répète la démonstration qu'il a déjà fréquemment exposée de l'ineptie de la « riposte graduée » : seule la menace d'une riposte massive et rapide des alliés peut dissuader les Soviétiques d'une agression. Il défend la vraie dissuasion.

Au sommet de Venise par exemple, en juin 1987, cette question est l'occasion d'échanges extraordinaires. A l'intention de Margaret Thatcher, qui exprime des doutes quant à la loyauté et à la solidarité française en cas de conflit, il fait la démonstration de la confusion et de l'inefficacité de la doctrine à laquelle elle s'attache: la défense de l'Europe et de la République fédérale est l'affaire de l'Alliance atlantique, ce n'est pas la mission de la force autonome de la France. Pour lui, il ne fait aucun doute que la riposte graduée, qui revient à n'envisager que comme une étape d'un processus le fait que, par exemple, Bonn soit assiégée, est dangereuse. Bonn assiégée, cela signifierait que la guerre est déjà perdue. La dissuasion doit jouer en amont.

A partir de 1990, la menace soviétique n'est plus d'actualité. La stratégie en vigueur depuis près de

quarante ans perd dès lors de sa validité. Quelles évolutions est-il alors possible d'envisager?

H.V. - François Mitterrand constate très rapidement que George Bush, qui est alors à la tête des Etats-Unis, n'a qu'un souci en tête: assurer le maintien et la survie de l'OTAN.

Il s'oriente alors vers un schéma qui lui semble possible: bâtir un projet franco-allemand de défense et de sécurité, en tenir bien sûr informer les Etats-Unis et les autres Européens et ne traiter de cette question que dans les Conseils européens pour qu'elle ne soit pas préemptée et détournée de son objet.

La première réaction à cette initiative est la création par l'OTAN d'une Force de réaction rapide, ce qui montre qu'elle n'entend pas se laisser dépasser par une initiative européenne du même type. Le débat est alors relancé sur l'emploi des différents types d'armes, sur la nature et la manière de caractériser les menaces éventuelles, sur la liberté d'appréciation des différents partenaires en cas de crise. Il aborde tous ces problèmes avec la constance qui a toujours été la sienne, en y ajoutant le poids d'une expérience et d'une réflexion qu'il n'a jamais cessé d'approfondir.

« L'indispensable autonomie de décision du Chef de l'Etat exclut que cette décision soit remise à des instances internationales, et même à une Alliance, et même aux plus fidèles, aux plus proches, aux plus forts de nos alliés. » Cette phrase prononcée au printemps 1994 au cours d'une intervention qui se voulait une sorte de « testament stratégique » résume d'un trait ce qu'a été sa ligne de conduite permanente face aux Etats-Unis, dans les moments les plus périlleux autant que dans les embellies qui auraient pu être abusivement grisantes.

Au fond, François Mitterrand aimait bien les Etats-Unis. Il était leur allié sincère et convaincu. Mais il connaissait bien leur tendance hégémonique et était intransigeant, sans agressivité, sur le maintien de l'autonomie de décision de la France.

(Propos recueillis par Jean-François Huchet)

Le 17 juin, le «Prix Master» de l'Institut François Mitterrand récompensant un étudiant(e) de première ou deuxième année de master dont le mémoire traite directement ou indirectement de l'action politique de François Mitterrand a été remis à Pauline Meoli (*voir Lettre du mois de mars*) et Mathieu Fulla (*ci-dessous*) en présence de Jean-Noël Jeanneney, Président du Conseil scientifique et de Serge Berstein, président du jury.

L'UDSR, un observatoire privilégié de la gauche non communiste de l'après-guerre (1944-1947)

Mathieu FULLA

«Je ne considère pas cette adhésion comme un événement marquant de ma vie politique.»¹, affirme François Mitterrand dans ses *Mémoires interrompus* à propos de son entrée dans l'Union démocratique et socialiste de la Résistance au début de l'année 1947². Si l'on suit le président défunt et la plupart de ses biographes, son passage à l'UDSR n'aurait que peu de signification. Choix par défaut, il n'était pour lui qu'un simple moyen, un tremplin au service d'une ambition politique³.

Faut-il cependant prendre au pied de la lettre cette mémoire mitterrandienne très dure à l'égard de cette petite formation ? La vérité est plus nuancée. Seul mouvement politique pouvant être considéré comme exclusivement issu de la Résistance, l'Union a néanmoins échoué à s'imposer comme un acteur majeur sur la scène politique française de l'immédiat après-guerre. Mais les échecs électoraux répétés connus par le mouvement entre sa naissance en juin

1945 et son premier congrès national d'avril 1947, ne doivent pas conduire à négliger cette formation.

L'étude de l'Union des débuts est intéressante car révélatrice des hésitations et atermoiements qui traversent – avec plus ou moins de force – la plupart des acteurs politiques non communistes de la IV^e République balbutiante.

Au consensus initial de rénovation de la politique et de ses pratiques dans le sens d'un socialisme humaniste, héritier de l'idéologie de la Résistance et du programme du CNR succède, selon des rythmes plus ou moins rapides en fonction de l'étiquette politique des acteurs, un consentement, d'abord tacite puis de plus en plus revendiqué, au retour d'un jeu politique très proche de celui de la Troisième République. Dit autrement, l'UDSR constitue un observatoire privilégié des stratégies d'alliance et des glissements idéologiques à l'œuvre au sein des formations prétendant rassembler la gauche non communiste : l'Union elle-même, bien sûr, mais aussi le parti socialiste SFIO et le Mouvement républicain populaire (MRP). Le prisme de l'Union s'avère en outre utile pour comprendre l'abandon rapide de l'utopie résistante d'un grand parti groupant en son sein l'ensemble de la gauche non communiste au profit d'un système qui consacre les grands partis politiques et donnera lieu aux phénomènes bien connus du Tripartisme puis, après mai 1947, des gouvernements de Troisième Force.

De l'espérance d'une vie politique renouvelée...

Fédérer la gauche non communiste dans un grand parti travailliste

1 F. Mitterrand, *Mémoires interrompus*, Paris, Odile Jacob, 1996, p. 171.

2 C'est en effet en 1947 et non en 1945 – comme le laisse entendre la question de G.-M. Benamou – que François Mitterrand, devenu entre-temps ministre des Anciens combattants, donne son adhésion à l'UDSR.

3 C'est Franz-Olivier Giesbert qui exprime cette thèse de la manière la plus radicale : « Il est sûr [...] que Mitterrand ne pouvait être attiré par l'UDSR pour elle-même. Qu'était-elle, en effet, sinon un parti saugrenu comme on put seulement en improviser dans ce charivari que fut l'après-Libération. On y trouve de tout, en 1946. Des Gaullistes [...]. Des socialistes [...]. Des modérés, enfin [...]. La politique française, pourtant riche en inventions, donna rarement naissance à pareil bric-à-brac. » in *François Mitterrand ou la tentation de l'histoire*, Paris, Seuil, 1977, p. 91.

Créée en juin 1945, l'UDSR⁴ est à l'origine un « mouvement à orientation politique » – et non un parti politique –, émanation de la Résistance intérieure non communiste. Fille de la défunte Union Travailleuse et de la fraction majoritaire du congrès du Mouvement de Libération Nationale (MLN) de janvier 1945, elle défend un projet similaire, clairement exprimé par ses fondateurs⁵ : constituer, dans une perspective œcuménique, un grand parti de gauche, positionné entre le Parti communiste et la droite conservatrice dans un paysage politique tripolaire. Dans l'esprit des résistants, éviter la prolifération des partis politiques, tenus pour responsables de l'effondrement de la III^e République, apparaissait comme une condition nécessaire à l'émergence d'une République purifiée et neuve.

L'UDSR se pose donc d'emblée comme le noyau apte à fédérer l'ensemble des forces « socialisantes » du pays dans un grand « parti travailliste français ». Pour y parvenir, le premier Bureau politique de l'Union⁶ appelle au développement du mouvement selon un double processus : la constitution d'organismes départementaux et régionaux d'une part, afin de favoriser l'ancrage du parti sur l'ensemble du territoire ; la prise de contact rapide avec les dirigeants du Parti socialiste et de la Jeune République d'autre part, afin d'établir des « Comités d'action » en vue des échéances électorales. La ligne politique tracée est on ne peut plus claire : dès les élections cantonales de septembre, l'Union devra « apparaître partout comme le rassemblement de toutes les forces de la rénovation et du socialisme. » et pour ce faire, s'efforcera de réaliser « dans tous les cantons l'unité de candidature entre l'UDSR, le Parti socialiste et la Jeune République... »⁷ Cette espérance d'une union des forces politiques partageant la même idéologie politique, celle d'un socialisme rénové au service d'une moralisation de la vie politique, devait constituer un ciment suffisamment solide pour assurer la fondation

de ce grand parti travailliste. Mais les résistants de l'intérieur et, au premier chef, les fondateurs de l'UDSR, avaient surestimé la force de conviction de leur projet et sous-estimé les partis politiques reconstitués dès la Libération. La paix revenue et alors que se profilent des échéances électorales majeures, la compétition politique l'emporte sur la coopération du temps de la clandestinité.

Le choc des urnes

Avec 44 sièges (contre 812 par exemple pour la SFIO) obtenus lors des élections cantonales, l'UDSR apparaît politiquement faible, incapable de concurrencer les trois principales forces politiques françaises nées de la Résistance – le MRP – ou rénovées par elle – la SFIO et le Parti communiste français (PCF). Le constat est abrupt : après cinq mois d'existence, l'Union se limite « à ses organes dirigeants et n'existe que par le dynamisme et le savoir-faire de ses responsables. »⁸. Des responsables qui, à la veille des élections de la Constituante d'octobre, ne conservent pas moins l'espérance « travailliste » de rassembler sous leur étendard les forces de la gauche non communiste. Dans un manifeste au titre explicite – « Pour un ralliement républicain, démocrate et socialiste » –, publié peu avant les élections, le Comité directeur réaffirme sa volonté de prolonger dans la paix le projet politique de la Résistance intérieure :

« A l'encontre du vœu de la grande majorité des Français, le reclassement des tendances politiques ne s'est pas effectué. Bien mieux, à cet égard, la confusion s'est accrue : entre les communistes, les socialistes et une droite elle-même éparpillée, il y a place pour une vaste formation hardiment sociale, animée d'un large esprit de compréhension et rompant définitivement avec le goût malsain des combinaisons, de la surenchère et de l'exploitation du mécontentement. »⁹

Une inflexion est cependant visible dans le discours. L'esprit de coopération initial avec le parti socialiste SFIO – et la Jeune-République – cède progressivement la place à une concurrence de plus en plus vive. Car l'attitude des socialistes, on le verra un peu plus loin, fait de plus en plus grincer les dents des responsables de l'Union.

D'une manière plus générale, l'UDSR est rejetée par les partis politiques traditionnels. La SFIO, comme le MRP, déjà bien ancrés dans le paysage politique en 1945, se réclament – à juste titre – d'une légitimité résistante et n'entendent pas sacrifier leur ambition de présider aux destinées du pays. Les succès obtenus

4 Pour une histoire détaillée de l'UDSR, l'ouvrage de référence est celui d'E. Duhamel, *L'UDSR ou la genèse de François Mitterrand*, Paris, CNRS Éditions, 2007, 371 p. Il s'agit d'une version remaniée de sa thèse de doctorat de 1993 dirigée par J.-M. Mayeur.

5 L'UDSR rassemble des personnalités résistantes de tout premier ordre. Francis Leenhardt, chargé de la création des comités de libération clandestine pour l'ensemble de la France en 1943 et président du CDL des Bouches-du-Rhône est nommé secrétaire général. Les secrétaires généraux adjoints sont Henri Ribière, secrétaire général de Libération-Nord, Jacques Baumel, secrétaire général du MLN et Georges Izard, secrétaire général de l'OCM. Au bureau politique, on trouve également de grands résistants : Henri Frenay, Antoine Avinin, Eugène Claudius-Petit, Jacques Piette, Jacques Rebeyrol, Yvon Morandat, Jean Texcier etc. De même, au Comité directeur apparaissent les noms d'André Philip, d'André Malraux ou encore de Michel Debré !

6 Voir Circulaire commune émise par le secrétariat général de l'UDSR aux responsables régionaux et départementaux du MLN, Libé-Nord, OCM et Ceux de la Résistance, 27 juillet 1945, 3 p., 412 AP 1 (Archives nationales).

7 Voir « L'UDSR et les élections cantonales », Circulaire aux départements et régions de tous Mouvements, 20 août 1945, 2 p., 412 AP 1.

8 E. Duhamel, *op. cit.*, p. 47.

9 Voir UDSR, « Manifeste pour un ralliement Républicain, démocrate et socialiste », 4 octobre 1945, 2 p., 412 AP 1.

lors des élections locales confortent leur aversion à l'encontre d'un grand parti travailliste qui rognerait singulièrement leurs prérogatives. D'où les efforts déployés par ces deux partis pour tenir l'UDSR et, en filigrane, la Résistance intérieure en tant qu'expression politique autonome, à l'écart du jeu ou, plus exactement, de la conduire à n'envisager la politique que dans le cadre partisan.

... au rejet par les partis politiques..

Le « problème » MRP : un parti qui ne devrait pas exister

De par son existence même, le Mouvement républicain populaire constituait une entrave majeure au développement du projet travailliste porté par l'Union. En brisant l'unité – fut-elle de commande – de la Résistance intérieure, la création du MRP retirait au MLN, puis à l'UDSR, le monopole d'une légitimité résistante. Concurrencée par son rival démocrate-chrétien, celle-ci ne peut plus prétendre conduire seule le renouveau de la politique française. D'autant que la rhétorique du MRP des débuts s'avère très proche de celle de l'Union : il se pose en parti de gauche, ouvert sur le plan social et tient, lui aussi, à ramener dans son giron les forces socialisantes non communistes. Le manifeste adopté lors de son congrès constitutif de novembre 1944 est sans équivoque : le nouveau parti recherche la libération de l'homme à travers une politique sociale et économique nouvelle, à la fois anticapitaliste et antimarxiste. Autrement dit, la ressemblance idéologique avec le socialisme débarrassé de ses oripeaux marxistes prôné par l'UDSR est flagrante¹⁰. De fait, chaque parti pense que l'autre est de trop. « La création de ce mouvement, à mes yeux, est une erreur et probablement lourde de conséquences politiques. »¹¹, écrit par exemple Henri Frenay dans *La nuit finira*, résumant ainsi la pensée de nombre de militants UDSR.

Dans l'autre camp, on voit également d'un mauvais œil la création de l'Union ; le MRP n'est en aucun cas disposé à des manœuvres risquant de mettre en cause son autonomie. Son secrétaire général, André Colin, l'explique de manière abrupte dans le rapport de politique générale qu'il présente au Conseil national du parti en août : il n'est nullement question de suivre l'UDSR dans ses tentatives répétées « d'élargir les cadres du parti socialiste » pour « donner à celui-ci un

visage nouveau » ; bien au contraire, il s'agira pour le Mouvement de faire valoir sa singularité dans la vie politique française : « ... *Le MRP, non pas dans un souci de purisme, non pas dans le désir de conserver une solitude dorée, [...] doit affirmer qu'il est le Mouvement républicain populaire et qu'il n'appartient à aucune de ces coalitions [notamment celle alors en gestation entre l'UDSR et la SFIO], parce que son souci présent n'est pas d'entrer dans une coalition quelle qu'elle soit, contre qui que ce soit, mais que son souci, c'est de construire la France. (Applaud.)* »¹²

Autrement dit, en cas de désistements ou de retraits de ses candidatures au second tour, le parti s'emploiera à ne favoriser que les personnalités représentant ses traditions politiques et sociales. Les élections d'octobre, qui font du Mouvement le deuxième parti de France avec 152 députés, confirment la tendance esquissée lors des municipales d'avril-mai. Ce parti dispose de suffisamment d'atouts pour s'affirmer – sans besoin de contracter des alliances – comme un acteur de poids dans la République en gestation : parti de la résistance chrétienne, il est perçu à la fois comme le mouvement le plus proche du général De Gaulle et, surtout, comme étant le plus à même de s'opposer au PCF. Drainant de fait un large électorat – de la droite anticommuniste à une gauche effrayée par le marxisme de la SFIO en passant par les chrétiens –, le MRP se pose en pôle structurant de l'espace politique français.

Au grand dam de l'UDSR dont l'avenir semble sombre. Si le paysage politique, conformément aux vœux de la Résistance, s'est simplifié avec une tripolarité marquée – au point que l'on puisse parler de Tripartisme –, la formation directement issue des combats de l'ombre, en revanche, est tenue à l'écart. Concurrencée sur sa droite dans son entreprise de rassemblement de « ces millions de Françaises et de Français »¹³ évoqués dans son manifeste d'octobre, l'UDSR était également coincée sur sa gauche avec une SFIO qui entendait bien capter à son profit les idées du socialisme humaniste imprégnant l'idéologie de la Résistance pour devenir, conformément au souhait de son secrétaire général, Daniel Mayer, le premier parti de France.

De la bienveillance à la concurrence de la SFIO : l'échec du rassemblement des forces socialisantes

L'échec de l'Union à s'imposer comme force majeure

12 A. Colin, rapport de politique générale présenté au Conseil national du MRP des 25-26 août 1945, après-midi du 26 août, 32 p., sténographie, 350 AP 56, Archives nationales.

13 UDSR, « Manifeste pour un ralliement Républicain, démocrate et socialiste », *op. cit.*

10 Même si, il faut bien le souligner, l'expression socialisme n'est pas employée afin de ne pas effaroucher l'électorat « naturel » du Mouvement, plutôt à droite.

11 H. Frenay, *La nuit finira*, Paris, Robert Laffont, 1973, p. 475

dans le paysage politique de l'après-guerre tient en effet pour une large part dans l'attitude de la SFIO à son égard. Au sein du parti, deux types de comportements peuvent être constatés : ceux qui, à l'image de Daniel Mayer, accepte l'ouverture du parti à l'Union à condition que cette dernière se fonde dans la SFIO ; ceux qui, majoritaires, refusent toute ouverture aux résistants par crainte de voir la doctrine marxiste dénaturée. Les réflexes traditionalistes des militants socialistes, en particulier l'anticléricalisme, jouent à plein.

De fait, beaucoup de zones d'ombre demeurent. L'ouverture à la Résistance reste lettre morte dès qu'il s'agit de passer des paroles aux actes, ce que les débats du Congrès d'août 1945¹⁴ mettent bien en évidence. En outre, dans un contexte où les partis traditionnels fixent les règles du jeu, la SFIO ne souhaite pas prendre le risque d'explorer sereinement la piste travailliste. Ce phénomène de repli sur soi du parti ne va pas sans inquiéter Daniel Mayer. Bien qu'hostile à un rassemblement travailliste au sein duquel la SFIO ne serait qu'une composante parmi d'autres, il n'en partage pas moins la conviction blumienne, développée dans *A l'échelle humaine*, d'un socialisme humaniste prenant ses distances avec le marxisme et ouvert aux « forces fraîches de la Résistance »¹⁵.

A l'occasion du Congrès d'août, il exige que l'on s'occupe « un peu moins du nombre de sièges à gagner que du nombre de voix à acquérir partout sous les couleurs du Parti socialiste. »¹⁶ et poursuit, avec un humour teinté d'inquiétude : « Pour rien au monde, je ne voudrais être le secrétaire général du Parti radical. » En dépit de l'avertissement de son secrétaire général, l'animosité à l'égard de l'UDSR nouvellement créée est perceptible. La plupart des Fédérations ne voient dans les Mouvements de Résistance que des forces douteuses voire réactionnaires, incarnées dans la personne d'Henri Frenay accusé de tous les maux¹⁷. La prise de distance de la SFIO vis-à-vis des Mouvements de Résistance non communiste et de leurs projets se marque concrètement à l'occasion des élections par la franche hostilité des socialistes à la mise en place de listes communes et leur refus d'attribuer, dans nombre de départements, de bonnes places aux représentants de l'Union.

14 37^e Congrès national de la SFIO, 11-12-13-14-15 août 1945, sténographie, OURS, 894 p.

15 L'expression est employée par Léon Blum au congrès de 1945 dans son discours de clôture de la séance du matin le 12 août, voir sténographie des débats, *op. cit.*, p. 269.

16 D. Mayer, Congrès national SFIO, août 1945, *op. cit.*, p. 854

17 Pierre Stibbe, par exemple, joue pleinement de la réputation exécrable de Frenay dans les rangs socialistes pour effrayer les congressistes et favoriser un rapprochement avec le PC plutôt qu'avec l'UDSR. Voir Congrès national de la SFIO, août 1945, *op. cit.*, p. 435.

Force est toutefois de souligner que cette défiance à l'encontre de l'UDSR ne constitue pas l'apanage des seuls partis politiques ; elle est également exprimée par l'électorat. Sur les onze listes homogènes présentées par le mouvement aux élections à la première Constituante, quatre candidats seulement furent élus. Le verdict des urnes est sans appel : près des trois quarts des électeurs ont voté pour les trois grands partis politiques, PCF, SFIO et MRP, qui, avec 80% des députés, dominent l'Assemblée de manière écrasante. L'insuccès de ces listes homogènes atteste du faible pouvoir d'attraction de l'étiquette UDSR et, partant, du projet travailliste. Dans ce régime déjà dominé par les partis, il n'y a pas de place pour un mouvement structuré de manière aussi lâche que l'Union. Commentant cet échec, Henri Frenay estimera que « l'avenir politique de la Résistance est définitivement bouché » et que « l'UDSR ne sera plus dans quelques mois qu'un souvenir »¹⁸. Cette analyse n'est que partiellement juste : au prix d'une mutation radicale, l'UDSR sera appelée à jouer un rôle significatif sous la IV^e République. Mais en 1946, la survie passait par le rejet de l'ambition travailliste et, par conséquent, d'une large part de ce qui faisait sa singularité.

... qui précipite le retour à un système politique proche de la III^e République

Rentrer dans le rang, se fondre dans le système partisan : le Rassemblement des gauches républicaines

L'UDSR échoue à incarner le projet politique de la Résistance. Elle n'a pu s'imposer en quelques mois comme le pôle structurant d'un grand parti de la gauche non communiste.

L'attitude de la SFIO et l'existence même du MRP ne lui permettent pas de trouver sa place sur l'échiquier politique. Prenant acte de son échec aux élections d'octobre, elle bascule vers l'adoption d'un certain nombre de pratiques proches de celles d'un parti politique. Et d'abord en passant d'une idéologie de rassemblement – le projet de parti travailliste – à une stratégie d'alliance en vue d'améliorer ses scores électoraux. Pour cela, elle n'hésite pas à se tourner vers le symbole de cette III^e République dont les faiblesses ont conduit la France au désastre de 1940 : le parti radical. Une hérésie, on le verra, pour un certain nombre de militants. Entre novembre 1945 et janvier 1946, suite aux discussions entre le radical Gabriel Cudenet et l'UDSR Antoine Avinin, des

réunions informelles se multiplient entre unionistes et radicaux pour définir les contours d'un rassemblement des centres dans un cartel électoral¹⁹. Au congrès extraordinaire du parti radical, qui se tient à Lyon du 4 au 7 avril, la stratégie défendue par son secrétaire général, Paul Anxionnaz, l'emporte. Il s'agit de se rassembler avec d'autres formations²⁰ pour fédérer les Français qui, bien qu'ayant voté pour un autre mouvement aux élections d'octobre 1945, demeurent attachés à l'idéal républicain incarné par les radicaux. En d'autres termes, il s'agit de créer une grande force de centre gauche, occupant l'espace entre le MRP et la SFIO. A ces considérations stratégiques s'ajoutent des motivations idéologiques avec, au premier chef, la dénonciation du projet constitutionnel rédigé par une commission dominée par le PCF et la SFIO. Radicaux et UDSR rejettent le principe du monocamérisme et s'inquiètent des faibles prérogatives accordées au pouvoir exécutif qui ne lui permettrait pas de jouer efficacement un rôle de contrepoids. Pour les deux forces motrices du RGR, le risque serait grand, sous un tel régime, d'une dictature d'un parti politique.

Adversaire résolu de la tyrannie du Tripartisme, le Rassemblement entend donc se poser en « grande force centrale qui régularise les battements du cœur de la patrie »²¹. Si les militants UDSR sont, pour la plupart, hostiles au RGR²², la direction en revanche y pousse largement, abandonnant par là même une large part de ses velléités travaillistes, même si celles-ci renaissent parfois dans certains articles de presse ou discours de congrès²³. Or, la stratégie d'alliance avec les radicaux s'avère un échec. Les élections de la deuxième Assemblée constituante sont pour l'Union une triste confirmation de celles d'octobre : avec 11,5% des suffrages exprimés, le RGR est loin de pouvoir contester la suprématie des forces du Tripartisme. En outre, le Rassemblement a surtout profité au parti radical. De fait, au lendemain des élections, plus rien ne justifie la maintien de la structure fédérale : l'Union devient un parti politique sur le modèle des forces politiques dominantes.

19 Pour la genèse détaillée du Rassemblement des gauches républicaines, on renvoie à l'article de E. Duhamel, « Le parti radical et le Rassemblement des gauches républicaines » in G. Le Béguec, *La reconstruction du parti radical 1944-1948*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 131-147.

20 Outre le parti radical et l'UDSR, le RGR rassemble cinq autres formations politiques mineures dont le Parti républicain et social de la réconciliation française, qui remplace le Parti social français d'avant-guerre du colonel de la Rocque.

21 Selon l'expression de Gabriel Cudenet au congrès du Parti radical des 4-7 avril 1946 citée in E. Duhamel, « Le Parti radical et le Rassemblement des gauches républicaines », *op. cit.*, p. 134.

22 La fédération de la Somme refuse ainsi, dans une motion déposée au Congrès de 1947, tout contact avec le parti de la défaite de 1940.

23 On se permet ici de renvoyer pour plus de détails à M. Fulla, « De l'Union travailliste à l'UDSR : l'échec d'un travaillisme à la française (1944-1947) » in *Recherches socialistes*, n° 39-40, juin-septembre 2007, pp. 163-174.

Adopter la structure partisane : un moyen pour l'Union de « faire son trou » sous la Quatrième République ?

Il s'agit là d'une mutation majeure : « Ce passage du cartel à l'organisation unique est plus qu'une évolution normale, c'est un véritable changement de nature d'une organisation qui doit rogner ses ambitions pour les aligner sur celles d'un petit parti de cadres et de gestion des affaires de la République. »²⁴ D'élément potentiellement perturbateur, l'UDSR mue en parti du système et adopte un certain nombre de comportements que les résistants dénonçaient dans leurs textes clandestins.

Principal artisan de la mutation du mouvement en parti, le nouveau secrétaire général du parti, Joseph Lanet²⁵, justifie aux responsables régionaux et départementaux ce processus dans ses « Réflexions sur l'UDSR » de juillet 1946. Le diagnostic est sans équivoque : si elle veut s'enraciner dans la IVe République en train de se construire, adopter les pratiques des acteurs du Tripartisme s'avère indispensable : « *A l'étude de l'action politique du MLN depuis la Libération, on constate qu'aucun résultat tangible n'a été obtenu par cette formation. Cela tient à un certain nombre de raisons : opposition des communistes, incompréhension des socialistes, divergence entre la tendance Frenay et les autres, et cela tient aussi essentiellement à un manque d'organisation politique complet au sein de ce Mouvement. Si nous ne voulons pas, dans l'UDSR, courir à un échec, il faut voir les choses dans la réalité, et définir très exactement quelles sont les conditions sine qua non de la réussite.* »²⁶

Pour sortir l'UDSR de l'ornière, Lanet ne voit que l'adoption de la structure partisane et le justifie dans une analyse de la situation politique non dénuée d'intérêt : « *Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que l'électeur va de plus en plus vers les partis qui lui semblent puissants, qui lui semblent bien organisés, capables de défendre ses intérêts particuliers aussi bien que les intérêts généraux, et ayant des positions politiques très nettement définies. Il est certain que le Parti communiste, d'une part, le MRP, d'autre part, qui représentent aux yeux de l'électeur moyen les extrêmes, répondent à ces exigences. L'UDSR n'a, pour le moment, ni puissance, ni structure, ni organisation, ni position politique bien définie, mais, dans ce pays qui se cherche, il est peut-être possible de montrer aux électeurs le danger des solutions extrêmes, communistes ou MRP, et d'essayer de ramener les Français dans la voie traditionnelle du bon sens et de l'équilibre.* »²⁷

24 E. Duhamel, *op. cit.*, p. 78.

25 Joseph Lanet (1912-1974). Cet assureur avait appartenu au MLN et fut maire-adjoint de Béziers à la Libération. Il succède à Jean-Jacques Gruber au poste de secrétaire général de l'UDSR, ce dernier n'ayant pas accepté l'alliance avec les radicaux au sein du RGR.

26 Joseph Lanet, « Réflexions sur l'UDSR », 8 juillet 1946, 5 p., 412 AP 1.

27 *Idem.*

L'ambition travailliste est rejetée dans les limbes. Non sans habileté, Lanet croit toujours à la construction d'un « vaste rassemblement à tendance socialisante, qui pourrait être le parti travailliste de demain » mais il précise immédiatement : « bien que le mot 'travailliste' soit un peu prématuré. »

Les débats qui ont lieu lors du premier congrès de l'UDSR, qui se tient du 24 au 26 mai 1947 à Paris, achèvent de montrer, s'il en était besoin, que la direction de l'UDSR a pris le pli du système partisan. Montant à la tribune pour louer, dans un style emphatique, l'action des députés UDSR, le président du groupe parlementaire, Claudius-Petit souligne l'acceptation définitive d'une République dont le centre de gravité se situe au Palais-Bourbon et où un groupe parlementaire discipliné et efficace peut peser sur la vie politique d'une manière bien plus importante que son poids politique réel dans la Nation ne le laisserait penser : « ... il se trouve que, politiquement, que géographiquement, que numériquement, nous occupons la place la plus difficile, la plus inconfortable de l'Assemblée, celle qui nous donne toutes les responsabilités en ce moment devant le pays, que nous soyons d'ailleurs ou que nous ne soyons pas dans le Gouvernement, nous sommes à la charnière, c'est nous qui faisons ou défaisons les majorités, c'est nous qui faisons ou défaisons les Gouvernements... »²⁸

La position de Petit reflète celle d'un parti qui a pris conscience qu'il était trop faible pour rester longtemps dans l'opposition alors que les institutions s'enracinent.

Les mutations structurelles et le changement de cap idéologique subis plus que choisis par l'UDSR, entre sa naissance le 25 juin 1945 et son premier congrès national, reflètent assez fidèlement l'orientation de la vie politique française au sortir de la Seconde guerre mondiale.

La Révolution souhaitée par nombre de résistants au lendemain de la Libération n'aura pas lieu car la vie politique s'est restructurée sur les règles anciennes et les partis, forts d'une expérience du jeu politique bien supérieure à celle des résistants, ont su accueillir les hommes nouveaux. La stratégie de l'UDSR était vouée à l'échec pour deux types de cause. Extrinsèques d'abord : l'absence de soutien du général De Gaulle, les ambitions des partis représentatifs de la gauche non communiste, SFIO et MRP, constituaient des entraves majeures à l'émergence d'un grand parti de la Résistance porteur d'un socialisme humaniste renoué. Intrinsèques ensuite : le travaillisme que l'UDSR et sa presse appellent de leurs vœux demeure donc

un concept aussi flou qu'est nébuleuse la structure du mouvement. A l'image du courant travailliste qui traverse la SFIO entre 1944 et 1945, le « travaillisme à la française » défendu par l'Union se définit avant tout en creux et défend des thématiques trop proches de celles des républicains populaires et des socialistes. Cette absence d'une doctrine politique originale, convaincante et étoffée, a précipité l'échec du « travaillisme à la française » au sein d'une formation qui semblait pourtant décidée à le mettre en œuvre.

Il convient donc de nuancer la mémoire mitterrandienne mentionnée en introduction pour deux raisons principales.

La première tient au caractère flou entretenu par la plupart des biographes sur la date d'adhésion de François Mitterrand à l'Union. Celui-ci ne fut pas le fondateur de l'UDSR ; c'est tardivement, en 1947, après avoir été élu député de la Nièvre et une fois devenu ministre, qu'il y adhéra. Or rejoindre les rangs de l'Union en 1947 n'avait pas la même signification qu'y adhérer en 1945. L'UDSR des débuts, en dépit de l'hétérogénéité des horizons de ses fondateurs, était porteuse d'un projet politique original, le travaillisme, auquel Mitterrand ne croyait guère, si l'on se fie à l'analyse qu'il en donne dans *Ma Part de vérité*²⁹.

D'autre part, il serait faux de penser le rapport entre le Président et l'Union dans le sens seul d'une instrumentalisation de la seconde par le premier ; la relation entre Mitterrand et l'Union repose plutôt sur une logique du « don/contre-don » pour reprendre une image d'Eric Duhamel³⁰ : c'est bien lui qui contribua à donner un nouveau souffle au parti en y amenant de nombreux prisonniers de guerre. En définitive, c'est peut-être l'idée présentée par Mitterrand à Pierre Péan de l'UDSR comme un « choix commode »³¹ qui apparaît la plus juste. La souplesse de la structure, la concurrence moindre que dans les grands partis pour accéder aux plus hautes responsabilités et la sensibilité de centre-gauche du mouvement entraînent en résonance avec ses conceptions et ambitions politiques d'alors.

29 On peut lire : « J'adhérai pour ma part à l'UDSR, petite organisation issue directement du Mouvement de Libération Nationale [...]. On peut trouver excellent (c'est mon cas) que la Résistance n'ait pas en tant que telle donné naissance à un grand mouvement politique, qui aurait fatalement connu le sort des associations d'anciens combattants, tout juste bonnes, quand elles se mêlent aux luttes civiles, à produire des Chambre bleu horizon et des six février. », F. Mitterrand in *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, 1969, p. 22.

30 E. Duhamel, *François Mitterrand, l'unité d'un homme*, Paris, Flammarion, 1998, p. 23.

31 P. Péan, *op. cit.*, p. 526.

28 Voir E. Claudius-Petit, intervention au premier congrès national de l'UDSR, 24-26 mai 1947, sténographie, p. 41, 412 AP 4.

Au cours de ses deux septennats, François Mitterrand aura prononcé plus de deux mille discours. Pour rendre compte de cette richesse, les éditions sonores Frémeaux et Associés, avec le concours de l'Institut François Mitterrand, proposent une sélection de ses prises de parole les plus importantes. Elles marquent les temps forts de sa présence sur la scène internationale, elles jalonnent ses prises de position en matière de politique intérieure, elles mettent en relief certains aspects moins connus de ses préoccupations.

Anthologie sonore des discours de François Mitterrand (1981-1995)

Coffret de trois CD disponible
à l'Institut François Mitterrand - 10, rue Charlot - 75003 Paris
26 euros (frais de port compris)

La Lettre est éditée
par l'Institut François Mitterrand
10, rue Charlot -75003 Paris
Tèl : 01 44 54 53 93
Fax : 01 44 54 53 99

Courriel : ifm@mitterrand.org
Site : www.mitterrand.org

REVUE TRIMESTRIELLE
Directeur de la publication :
Hubert Védrine

Avec la collaboration
de Claude Estier, Jean-François Mary et Jean-
François Huchet

Imprimerie centrale de Bordeaux
Dépôt légal : mars 2005

Numéro de commission paritaire :
0704 G 82038
ISSN 1634-4510

LES AMIS DE L'INSTITUT FRANÇOIS MITTERRAND

La nature juridique de l'Institut François Mitterrand (fondation) le prive de la possibilité d'accueillir des adhérents. C'est à cette impossibilité qu'a répondu, en 1999, la création de l'association des Amis de l'Institut. Elle réunit les différentes "générations Mitterrand" désireuses de transmettre le message qu'elles ont reçu et de faire vivre l'espérance qu'elles ont elles-mêmes vécue.

Nom:..... Prénom:
Adresse:.....
Code postal:..... Ville:.....
Mail:.....

PREMIERE ADHESION Adhésion 10 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

MEMBRE ACTIF Adhésion 15 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

MEMBRE BIENFAITEUR Adhésion à partir de 40 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

Date: Signature:

Ce formulaire, rempli et accompagné du règlement (à l'ordre de l'IFM), est à adresser 10 rue Charlot -75003 Paris. Il est également, ainsi que toutes les informations sur l'IFM, en ligne sur mitterrand.org